

ETUDE DE CAS

2017



Promouvoir les crédits verts : stratégie d'inclusion financière dans les zones rurales de la République dominicaine



Etude de cas du projet pilote « Promouvoir les crédits verts : stratégie d'inclusion financière dans les zones rurales de la République dominicaine » mis en œuvre par la Banque d'Épargne et de Crédit ADOPEM S.A rattachée au Réseau dominicain d'institutions de microfinance REDOMIF. Cette étude entre dans le cadre du programme régional établi entre le Réseau centro-américain et caribéen de microfinance (REDCAMIF) et ADA Luxembourg, qui vise à promouvoir l'inclusion financière par l'innovation dans la mise en œuvre de produits financiers.



1. INTRODUCTION

L'organisation ADA Luxembourg (www.ada-microfinance.org) et le Réseau centro-américain et caribéen de microfinance (REDCAMIF) ont développé un projet visant à accélérer l'inclusion financière dans la région d'Amérique centrale et de la République dominicaine. D'une durée de cinq ans, ce projet comprend trois axes de travail : i) Professionnalisation du secteur, ii) Viabilité des réseaux nationaux et développement de services et ; iii) Développement de produits financiers innovants et inclusifs en matière de finance rurale et de logement social progressif dans 33 institutions de microfinance affiliées, réparties équitablement entre les 7pays de la région.

En matière de finance rurale, la collaboration ADA - REDCAMIF a permis le développement de quatre produits financiers destinés au secteur rural et comprenant « une externalité positive pour l'environnement » : i) Ligne de crédit productif environnemental ; ii) Financement des énergies renouvelables ; iii) Leasing financier rural ; iv) Financement des femmes entrepreneures en zone rurale.

En termes de logement, le projet s'est concentré sur l'expansion des services financiers visant à améliorer la qualité de vie des familles. Ce programme a permis d'identifier sept produits qui ont la particularité d'être progressifs. En effet, ils offrent des options d'investissement allant des projets simples de rénovation, amélioration et construction jusqu'aux projets plus complexes de construction d'un logement. Ces sept produits sont les suivants : i) amélioration progressive du logement ; ii) amélioration complète du logement ; iii) achat de terrain et légalisation ; iv) construction de logement ; v) achat de logement ; vi) crédit pour l'intégration de services communautaires dans le secteur rural et ; vii) épargne logement programmée.

2. CONTEXTE INITIAL

En République dominicaine, le secteur agricole revêt une importance sociale et économique considérable. En effet, il occupe 2,6 millions d'hectares, dont 54% pour les activités agricoles, et 1,2 million pour les pâturages. Environ 243 000 Dominicains dépendent directement de l'agriculture. Le secteur emploie 14,4% de la population active du pays et contribue pour environ 23,7% des exportations. On estime que 36% de la population dominicaine réside en zone rurale, 56% des ménages ruraux sont pauvres et 17% sont extrêmement pauvres.

Malgré l'importance stratégique du secteur agricole, ce dernier a enregistré ces dernières décennies des pertes en capital financier, physique, naturel et humain. Les facteurs qui ont affaibli la capacité de production agricole dominicaine sont liés à la faible rentabilité des cultures et des produits d'élevage, à la baisse des prix réels et à la hausse des coûts. Les petites entreprises rurales ne parviennent pas à générer des économies d'échelle suffisantes pour absorber les frais de transport et de stockage.

Ce problème rend difficile l'acheminement des volumes suffisants pour satisfaire le marché plus large des communautés voisines.

L'accès au financement est un facteur qui affecte la productivité du secteur agricole. Or, cet accès est essentiel au maintien de la compétitivité des unités de production dans le secteur, car celles-ci sont dépendantes des cycles biologiques qui allongent la période de recouvrement du capital productif, de l'utilisation intensive du capital et des exigences d'investissement élevées, ainsi que du caractère familial des exploitations. Le secteur agricole représente moins de 5% du portefeuille de crédits du pays. Le secteur bancaire privé se concentre principalement sur les prêts sur le nantissement des produits agricoles, mais sa contribution aux activités de production agricole est pratiquement nulle.

Dans ce contexte, la Banque ADOPEM a pris la décision de participer au projet « Expansion des finances inclusives en Amérique centrale et en République dominicaine » mis en œuvre par ADA au Luxembourg et REDCAMIF, dans le but d'élargir sa participation en tant que fournisseur de crédit au secteur agricole et d'étendre sa couverture en zones rurales, à travers de nouveaux produits financiers adaptés, y compris des « produits financiers verts ».

La banque d'épargne et de crédit ADOPEM S.A. est une institution financière orientée vers le marché des micro, petites et moyennes entreprises (MPE). Elle a débuté son activité en 2004 et poursuivi sa croissance conformément aux réglementations et aux normes en vigueur en République dominicaine. ADOPEM se concentre essentiellement sur les segments de population ayant peu accès au crédit traditionnel, ainsi qu'aux micro-entrepreneurs, à travers des programmes et des projets à fort impact socioéconomique visant des secteurs vulnérables. Depuis 2012, ADOPEM fait partie du groupe d'institutions de la Fondation BBVA Microfinance, qui est venue renforcer cette partie institutionnelle et ses processus.

3. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET AU SEIN DE L'IMF

Intitulé « Promouvoir les crédits verts : une stratégie d'inclusion financière dans les zones rurales de la République dominicaine », le projet mis en œuvre par ADOPEM s'inscrit dans une stratégie plus large d'expansion des services financiers et non financiers d'ADOPEM (appelée Agrocrédit ADOPEM). Il vise à fournir aux populations rurales vulnérables des produits et services de microfinance qui leur permettent d'investir dans des activités ayant un impact sur la durabilité des écosystèmes, l'amélioration de leurs revenus et de leur résilience aux effets du changement climatique.

Dans ce cadre, ADOPEM a développé deux produits financiers : le premier, **ECO CREDITO ADOPEM**, fonctionne comme un crédit productif environnemental. Il s'adresse aux exploitants désireux d'acquérir des biens d'équipement agricole respectueux de l'environnement. Le second, **ECO LÍNEA CRÉDITO ADOPEM**, fonctionne comme une ligne de crédit. Il est destiné aux entreprises agricoles qui s'appuient sur les bonnes pratiques de transformation respectueuses de l'environnement. Les produits ont été proposés dans les succursales de Barranca et Jarabacoa (province de La Vega), Salcedo (soeurs Mirabal), San Juan et Azua. Le groupe cible était constitué de producteurs agricoles désireux de renforcer la durabilité environnementale de leur production agricole. L'objectif initial visait 375 clients financés. Or, dès la fin de la phase pilote, le projet en comptait finalement 391, pour un montant de 354 000 USD. Le montant moyen des prêts était de 905,5 USD et 614,19 hectares couvrant 28 produits et secteurs ont été financés.

Les deux produits visaient les petits et moyens producteurs agricoles, car ils représentent l'activité économique la plus importante dans les zones rurales des régions couvertes par le projet. À cette fin, les activités de production ont été soutenues avec les objectifs suivants:

- réduire la pression sur les écosystèmes et les services qu'ils fournissent ;
- augmenter la résilience sociale ou économique des populations rurales vulnérables au changement climatique ;
- réduire les risques associés aux phénomènes climatiques ;
- protéger, restaurer ou utiliser la biodiversité et les écosystèmes de manière durable ;
- contribuer à la réalisation d'impacts positifs sur l'économie des populations à court terme.

Outre le nombre de clients atteints, le projet présente d'autres résultats quantitatifs d'importance : un PAR 30 inférieur à 3%, et 518 producteurs ont bénéficié de formations en éducation financière et d'assistance technique. De plus, selon une étude menée auprès des clients, 96,7% d'entre eux ont été satisfaits des produits proposés.

Au niveau institutionnel, 20 agents de crédit ont été formés sur les deux produits proposés.



4. PRINCIPAUX CHANGEMENTS DANS L'IMF DEPUIS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

La mise en œuvre de produits financiers destinés aux acteurs ruraux a permis de positionner ADOPEM comme institution pionnière dans le financement vert et la promotion de la finance rurale. En effet, aucune autre institution financière active dans le pays ne commercialise ce type de produits de manière ciblée.

Ces produits visent à soutenir les activités qui contribuent à la durabilité du système de production, à travers des mesures techniques respectueuses de l'environnement. Parmi les principales mesures mises en œuvre, citons le financement de la production biologique de bananes (certifiées et exportables), ainsi que le financement de la production de biens s'appuyant sur une gestion raisonnée des ressources en eau (à travers des systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte ou par aspersion). L'impact environnemental est notamment mesuré en fonction de la zone couverte et des impacts évités. Comme les parcelles concernées sont de petite taille (1,25 ha en moyenne), avoir un impact sur près de 10 734 activités (plus de 671 Ha) en un peu moins de 10 mois est déjà très positif.

En termes de pourcentage de participation, le financement de petites plantations de bananes certifiées biologiques représente près de 30% des actions soutenues. Suivent la production de légumes avec un système d'irrigation au goutte-à-goutte et la plantation d'essences d'arbres en gestion biologique.

Sur le plan interne, le modèle de formation de Banco ADOPEM, déjà hautement reconnu pour sa qualité au niveau national et international, se distingue encore dans la mise en œuvre du projet par sa dimension intégrée et sa cohérence. Ainsi, la formation avait deux approches.

La première consistait en une formation à l'éducation financière en milieu rural. Dans ce cadre, des ateliers ont été organisés sur les modules suivants : budget et investissement, crédit agricole et surendettement, épargne et présentation des produits Banco ADOPEM, inventaire agricole, système d'enregistrement comptable agricole.

La deuxième était une formation visant à renforcer les capacités de production et la mise en œuvre des pratiques écologiques dans les exploitations agricoles. Elle s'appuyait sur la formalisation de deux accords destinés à fournir aux bénéficiaires une formation technique sur des sujets tels que les investissements dans les technologies liées à l'amélioration de l'efficacité de la gestion des ressources, la garantie de la qualité des équipements et des matériaux à utiliser, l'intégration de technologies de production durable (IPM, gestion des sols, etc.). Ces accords ont été conclus avec le Cluster des fruits et légumes de La Vega et l'Institut dominicain de recherche agricole et forestière (IDIAF). Ils ont permis de renforcer le projet pour atteindre les résultats escomptés et d'assurer la continuité des activités établies au sein des exploitations agricoles.

5. FACTEURS AYANT CONTRIBUÉ À LA RÉUSSITE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Du point de vue institutionnel, Banco ADOPEM et sa Direction ont manifesté un vif intérêt pour la promotion du projet, ce qui leur a permis d'élargir leur participation en tant que fournisseurs de crédit dans le secteur agricole grâce à de nouveaux produits financiers adaptés à ces domaines. En raison du caractère novateur du projet, sa mise en œuvre impliquait une plus grande courbe d'apprentissage, la structuration de coopérations avec des organisations et des entreprises locales, une attention particulière aux attentes des clients, l'implication de produits financiers verts et l'intégration de la chaîne de valeur dans la gestion et le personnel de terrain. Banco ADOPEM a été avant-gardiste de la mise en œuvre du projet : elle est la seule institution réglementée ayant un programme de financement environnemental en République dominicaine.

Disposer d'un personnel technique spécialisé et dynamique dans le secteur agricole a permis d'accélérer le processus de conception, de suivi et de mise en œuvre du produit financier, du processus d'assistance technique et de l'introduction des pratiques environnementales.

Du point de vue du client, le projet leur a fourni un produit financier différencié qui favorise leurs moyens de subsistance, tant socio-économiques qu'environnementaux. La combinaison du financement et de l'appui technique a amélioré la prise de conscience et la perception de l'environnement, facilitant ainsi la mise en œuvre de mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets au sein des unités de développement rural. Le projet a également généré la création d'emplois et contribué à améliorer revenus.

La formation en matière d'éducation financière et l'assistance technique ponctuelle ont permis d'une part, d'améliorer la connaissance de la production et de la gestion des ressources de l'entreprise, et d'autre part, de fidéliser la clientèle en démontrant une présence active de la banque dans la chaîne de production, tout en réduisant l'incertitude face au risque de non-paiement.

6. OBSTACLES RENCONTRÉS PENDANT LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

- Absence d'antécédents au sein de l'organe de contrôle (surintendance des banques), en particulier dans la conception de produits aux caractéristiques « vertes ». Cet obstacle a nécessité de nombreuses réunions avec les autorités réglementaires pour exposer la fonctionnalité du produit.

- Autre obstacle : l'autorisation des noms commerciaux des produits et le temps requis par l'Office national de la propriété industrielle (ONAPI) pour la délivrer. Dans les deux cas, le temps

d'attente était équivalent à celui requis par la surintendance des banques, impliquant plusieurs réunions d'explication et de sensibilisation.

- En pratique, Banco ADOPEM disposait d'une période d'exécution initiale de sept mois pour le projet pilote. Cette période a finalement été étendue à douze mois, ce qui a permis de mieux ajuster les produits financiers, le modèle d'assistance technique, ainsi que les partenariats avec les prestataires de services et les organisations de producteurs à niveau local.

- Le processus de placement des produits a été très lent au début, en particulier dans les zones de mise en œuvre les plus prometteuses (San Juan). L'appropriation du produit par le personnel de terrain et l'incertitude des clients potentiels quant aux caractéristiques du produit ont également ralenti le processus. Cependant, combiner une formation améliorée et l'ajustement de produits incluant les options «Free Payments» et «Past Due» a permis d'accélérer ces placements.

7. RÔLE DU RESEAU NATIONAL ET DE REDCAMIF

L'appui de REDOMIF a été essentiel dans la formulation du projet, l'appui à l'élaboration du plan d'activités, les délais de mise en œuvre et les budgets, ainsi que le suivi et l'appui à la réalisation des objectifs.





8. RECOMMANDATIONS POUR D'AUTRES ACTEURS SOUHAITANT RÉPLIQUER CET EXEMPLE DE RÉUSSITE

L'une des recommandations consiste à identifier et rechercher des fonds flexibles pour la massification de produits financiers verts dans d'autres zones géographiques prometteuses.

Dans ce type d'innovation, il ne suffit pas d'avoir du personnel expert en matière de crédit et de questions financières. Au contraire, il est important de recruter des collaborateurs ayant une connaissance de la dynamique socio-économique rurale et des questions environnementales, ainsi que des produits agricoles, des marchés ruraux, des flux et investissements des familles rurales et de leurs besoins en investissement.

Dans les innovations de ce type, il est important de tenir compte des délais fixés pour la conception du projet, tels que l'identification des pratiques environnementales, l'approbation des produits financiers par les organismes réglementaires du pays, la structuration des coopérations avec les fournisseurs d'assistance technique et le temps nécessaire pour que le personnel de terrain et les clients s'approprient le produit.



Banco ADOPEM au palmarès des meilleures initiatives durables en Amérique latine



Avec sa gamme de produits dénommée « FRA – Finanzas Rurales y Ambiente (Finance rurale et environnement) », ADOPEM figure à la 234^e position parmi le TOP 500 des meilleures initiatives durables dans le cadre du Prix « Premios Latinoamérica Verde 2018 » appuyé par l'UNPD (Programme des Nations Unies pour le développement), sur un total de 2 733 candidatures reçues.

L'IMF figure également parmi les 10 premiers dans la catégorie « Finance Durable ».



Merci à ceux qui ont participé à cette étude de cas :



Depuis 1994, ADA s'engage à développer l'offre de microfinance au service des populations exclues des circuits bancaires classiques. Son action consiste à renforcer l'autonomie et les capacités des institutions de microfinance (IMF), des associations professionnelles et des réseaux. Elle apporte également un appui aux gouvernements pour soutenir et structurer le secteur de la microfinance au niveau régional ou national.

ADA propose et développe des produits de microfinance spécifiques et innovants, impactant positivement la vie de milliers de personnes, organise des formations et des enseignements à destination des professionnels de la microfinance qui agissent dans et pour le Sud, et conseille et soutient les IMF dans leur recherche de fonds. De plus, ADA a fait le choix d'être présente dans le domaine de la recherche pour anticiper les futurs besoins du monde de la microfinance et pour mesurer l'impact social de ses actions. Sa souplesse lui permet d'adapter chaque projet en fonction des besoins de ses partenaires et des réalités du terrain.

ADA bénéficie du Haut Patronage de S.A.R la Grande-Duchesse de Luxembourg.



REDCAMIF est une entité privée, à but non lucratif, apolitique, non religieuse, composée d'associations et d'institutions spécialisées en microfinance dans l'Isthme centraméricain et caraïbe. En tant que réseau, REDCAMIF cherche à consolider l'industrie de la microfinance dans la région par la représentation syndicale, le renforcement institutionnel, la recherche de la durabilité des réseaux et la génération d'alliances stratégiques, avec des ressources humaines qualifiées et éthiquement engagées, afin de contribuer, à travers ses programmes, à l'amélioration de la qualité de vie des familles à faibles revenus.

REDCAMIF regroupe les réseaux nationaux de sept pays (Guatemala, Honduras, République dominicaine, El Salvador, Nicaragua, Costa Rica et Panama) qui, fin 2017, regroupaient 141 IMF au service de plus de 1,8 million de micro-entrepreneurs, dont 59% de femmes.



Dans le but d'être la voix représentative du secteur de la microfinance en République Dominicaine, le 19 novembre 2008, l'association à but non lucratif Red Dominicana de MicroFinanzas-REDOMIF a été officiellement constituée, réunissant banques, coopératives, institutions à but non lucratif et autres partenaires stratégiques. Elle s'est concentrée sur le renforcement de ses membres ainsi que sur les liens entre elle et les autres acteurs de la vie nationale et internationale de ce secteur.

REDOMIF est actuellement composé de 31 institutions membres qui servent plus de 700 000 personnes à faible revenu par le biais d'un portefeuille commun équivalent à quelque 28 milliards de pesos, ce qui en fait l'organe représentatif du principal marché de la microfinance en Amérique centrale et dans les Caraïbes.



Banco de Ahorro y Crédito Adopem, S.A. est une institution financière orientée vers la promotion de la finance productive responsable en République dominicaine. Elle a commencé ses activités en 2004 en tant que banque, bien qu'elle accorde des prêts depuis près de trois décennies en tant qu'ONG. Depuis 2012, il est membre du groupe d'institutions de la Fondation BBVA Microfinance.

La Banque ADOPEM s'engage en faveur de la société, des classes les plus défavorisées et des petits entrepreneurs, en adoptant un ensemble de programmes et de projets à fort impact socio-économique, sous forme d'activités et de travail de terrain, dans des zones et des secteurs vulnérables et difficiles d'accès.